

Info Birmanie, Justice for Myanmar, Reporters sans frontières et Sherpa saluent le retrait de l'entreprise française Voltalia, après un an de discussions

dimanche 11 avril 2021, par [Info-Birmanie](#), [Justice for Myanmar](#), [Reporters sans frontières \(RSF\)](#), [RSF-RWB](#), [Sherpa](#)
(Date de rédaction antérieure : 2 avril 2021).

Paris, le 2 avril 2021 - Interpellée il y a presque un an par les ONG, la multinationale française vient d'annoncer son prochain retrait de Birmanie. Les ONG prendront toutes mesures possibles afin de s'assurer que ce retrait soit mis en œuvre rapidement par l'entreprise.

Dès mai 2020, Info Birmanie, Sherpa, Reporters sans frontières (RSF), et Justice for Myanmar avaient interpellé Voltalia sur ses liens d'affaires avec des entreprises liées à l'armée birmane, et sur le fait que l'électricité qu'elle fournit à un opérateur local profite aux répressions sanglantes de la junte.

Cette entreprise française du secteur des énergies renouvelables a été explicitement alertée sur le fait que le contrat d'approvisionnement d'électricité qu'elle avait conclu avec la MNTI (Myanmar National Telecom Infra Company) profitait à l'opérateur Mytel, identifié par l'ONU comme un soutien de l'armée Birmane et comme impliqué dans les crimes contre l'Humanité et crimes de guerre perpétrés en Birmanie.

Le 31 mars 2021, Voltalia a annoncé son retrait, après près d'un an de mobilisation des ONG et de négociation de celles-ci avec l'entreprise.

Si les ONG se réjouissent de cette annonce, elles déplorent toutefois que l'entreprise n'ait pas pris de mesures plus tôt, rappelant que, selon elles, Voltalia ne pouvait ignorer les risques attachés à ses activités compte tenu des informations dont elle disposait, et qu'elle aurait donc dû prendre toutes mesures nécessaires pour y remédier, conformément aux principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme.

Deux mois après le coup d'Etat, le retrait de Voltalia confirme qu'il est urgent pour les autres entreprises occidentales, notamment Total, de cesser d'alimenter la junte, et pour la France de pousser à l'adoption de sanctions ciblées visant les intérêts économiques de l'armée.

Contacts Presse

Info Birmanie - Sophie Brondel : sophie@info-birmanie.org - 07 62 80 61 33

Sherpa - Laura Bourgeois : laura.bourgeois@asso-sherpa.org - 06 78 00 07 17

Reporters sans frontières - Daniel Bastard : dbastard@rsf.org - 06 87 72 61 12

P.-S.

•

<http://www.info-birmanie.org/info-birmanie-justice-for-myanmar-reporters-sans-frontieres-et-sherpa-saluent-le-retrait-de-voltaia-apres-un-an-de-discussions/>